

L'Observatoire

mondial des soutiens publics à l'agriculture et à l'alimentation

Un outil pour comprendre, comparer et orienter les politiques agricoles vers plus de durabilité.

↘ Disponible en open source

FARM
Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Découvrir en ligne →



Pourquoi un Observatoire ?

Rendre lisible une action publique dispersée

L'agriculture et l'alimentation sont au cœur des grands défis contemporains qui traversent la planète. Elles conditionnent la sécurité alimentaire, les revenus ruraux, la résilience climatique, l'emploi, la lutte contre la pauvreté et la préservation des ressources naturelles.

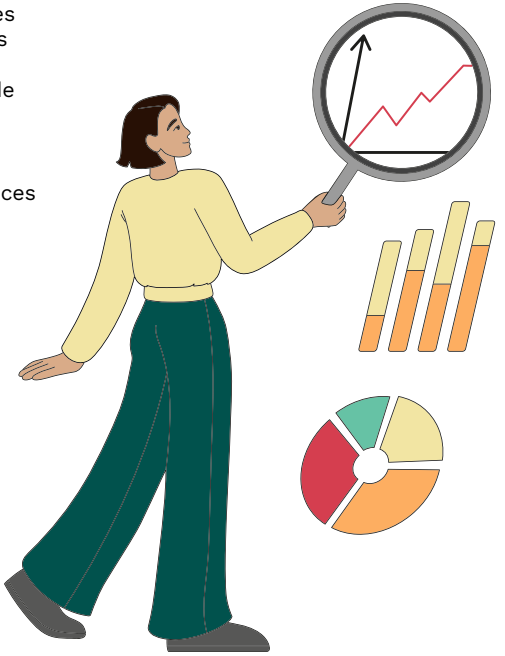
Pourtant, les politiques de soutien à ces secteurs clés restent difficiles à comparer. Les données sont dispersées, les méthodes de collecte et d'analyse varient selon les institutions et une partie importante de l'action publique ne se décrypte pas directement dans les budgets. Les États soutiennent l'agriculture et l'alimentation par des dépenses, mais aussi par des interventions sur les prix, les échanges et les filières.

C'est pour répondre à ce besoin de lisibilité que la **Fondation FARM a lancé l'Observatoire**. Depuis sa création en 2018, l'outil s'est enrichi avec des données actualisées, des analyses, des indicateurs interactifs et des fiches décrivant des profils de pays. Une même intention guide cette trajectoire : donner à voir ce que les États font réellement pour soutenir l'agriculture et l'alimentation et ouvrir un débat mieux informé sur l'orientation de ces soutiens.

Mettre les données au service des choix publics

L'Observatoire s'appuie sur une conviction simple mais forte : il n'est pas possible de transformer les systèmes agricoles et alimentaires sans comprendre la manière dont les politiques publiques orientent les incitations, les investissements et les priorités des acteurs.

Son rôle n'est pas de désigner un modèle unique. Les contextes agricoles, économiques et institutionnels diffèrent trop fortement d'un pays à l'autre. Son objectif est de rendre les choix publics **plus lisibles**, de mieux comprendre leurs effets, et de nourrir un débat éclairé.



L'Observatoire met en exergue les questionnements suivants :

→ Quels acteurs sont soutenus ?

→ Par quels instruments ?

→ Avec quels moyens ?

→ Au bénéfice de quels objectifs ?

En ce sens, l'Observatoire est à la fois un **ensemble de données** et un **support d'analyse**. Il permet l'ouverture d'un **espace de dialogue**.

Méthodologie : un cadre intégré de lecture et une méthode rigoureuse au service de l'analyse

L'Observatoire s'appuie sur des données produites par des sources internationales reconnues, notamment l'OCDE, la Banque interaméricaine de développement et le programme MAFAP de la FAO. Il ne vise pas à se substituer à ces initiatives, mais à en faciliter la lecture, la comparaison et l'appropriation par l'ensemble des acteurs des systèmes alimentaires.

La démarche repose sur un travail de mise en cohérence et de mise en perspective des informations disponibles, avec une attention particulière portée à la traçabilité des sources, à la transparence des choix méthodologiques et à la prudence dans l'interprétation.



Trois familles d'indicateurs sont analysées :

1- **Les dépenses publiques de soutien à l'agriculture et à l'alimentation** (budgets, subventions, services collectifs)
2- **Le soutien des prix du marché** : transferts liés aux distorsions entre prix intérieurs et prix internationaux
3- **Le soutien total** : combinaison des deux, quand les données le permettent

L'Observatoire couvre 93 pays représentant ensemble plus de 90% de la valeur de la production agricole mondiale, avec des séries disponibles de 1986 à 2022 selon les sources et les indicateurs mobilisés.

L'Observatoire renvoie également, lorsque cela est pertinent, vers d'autres outils complémentaires existants, notamment ceux développés par la FAO, MAFAP, AgIncentives, FAPDA, l'OCDE ou la BID, afin de faciliter l'accès aux données, aux cadres méthodologiques et aux informations sur les politiques nationales.

Et l'IA dans tout ça ?

Pour l'heure, la Fondation n'a pas recours à l'IA pour les analyses contenues dans l'Observatoire.

Les traitements, interprétations et mises en perspective reposent sur une expertise humaine et sur une vérification méthodologique des sources mobilisées. A l'avenir, l'utilisation de certains outils pourrait être explorée pour faciliter la mise à jour, la structuration ou la visualisation des informations.

À qui s'adresse l'Observatoire ?

L'Observatoire a été conçu pour être utile à une **diversité d'acteurs**, depuis les décideurs publics jusqu'aux citoyens engagés sur les questions agricoles.

Cibles	Valeur ajoutée de l'Observatoire
Décideurs publics (ministères, agences, institutions régionales)	Situer les politiques nationales dans un cadre international ; identifier des priorités budgétaires ; comprendre la composition des soutiens.
Bailleurs de fonds et partenaires techniques (Banques et fonds bilatéraux et multilatéraux, organisations internationales)	Orienter les financements ; faciliter le dialogue avec les États ; articuler les interventions avec les politiques nationales.
Organisations professionnelles agricoles	Comprendre les choix publics ; formuler des priorités ; nourrir leur plaidoyer.
Entreprises du secteur agricole et agroalimentaire	Appréhender les environnements de politiques publiques et les dynamiques de soutien qui influencent les filières, aider à la prise de décisions stratégiques pour leur développement.
Etudiants, chercheurs et universitaires	Analyser les trajectoires de soutien, les différences entre régions/pays, comparer l'efficacité des instruments publics.
Médias et journalistes	Accéder à l'expertise de la Fondation : données fiables, infographies et synthèses pour rendre les politiques agricoles compréhensibles.
Citoyens engagés	Accéder à l'information, exercer un regard critique, contribuer au débat démocratique par l'accès à des données fiables.



Kako Nubukpo

Commissaire de l'UEMOA chargé de l'agriculture (2021–2024)

« En rappelant que les pays du Nord consacrent environ 20 % de soutien à leurs agricultures, rapporté à la valeur ajoutée, contre 4 à 5 % pour les pays du Sud, FARM nourrit la réflexion des décideurs et contribue au débat sans se substituer à la décision publique. »

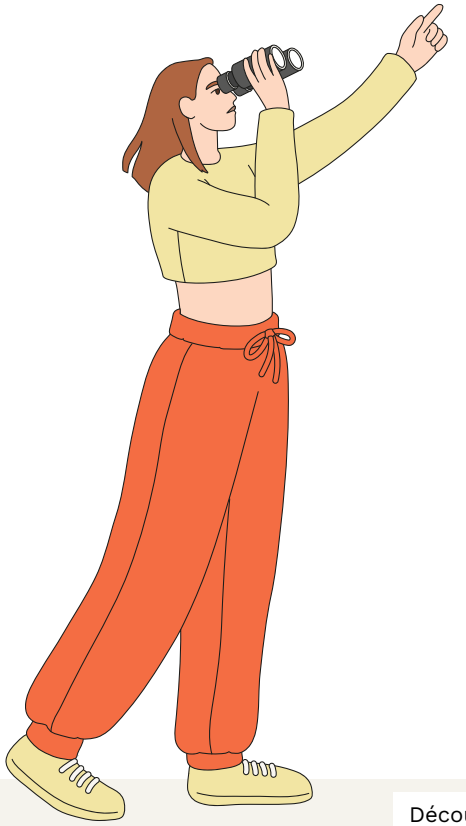
Le contenu de l'Observatoire en un regard

Explorer l'Observatoire

Un outil pensé pour tous les niveaux d'analyse

Une interface interactive pour naviguer dans des données complexes

L'Observatoire propose une expérience de consultation organisée en plusieurs niveaux de lecture, du panorama mondial à l'analyse fine par pays.



→ Page d'accueil et panorama général

Positionnement global, accès aux grandes analyses régionales, vue d'ensemble des montants et de la répartition mondiale des soutiens.

→ Les indicateurs de soutiens

Trois entrées complémentaires :

- **cartographie interactive** ;
- **composition des dépenses** ;
- **comparaison entre pays**.

Les données sont visualisables sous forme de cartes, graphiques et tableaux dynamiques.

→ Outils de visualisation

Des graphiques interactifs permettent d'explorer les évolutions dans le temps, de comparer des pays entre eux et de décomposer les soutiens par type d'instrument, par bénéficiaire (producteurs, consommateurs, services collectifs) ou par produit agricole.

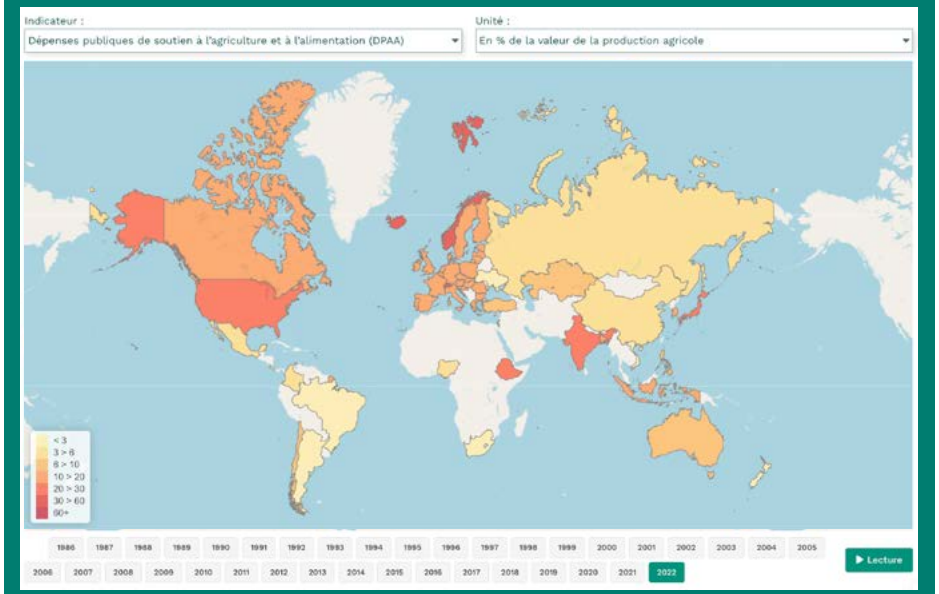
Découvrez l'Observatoire en vidéo →

Indicateurs de soutiens

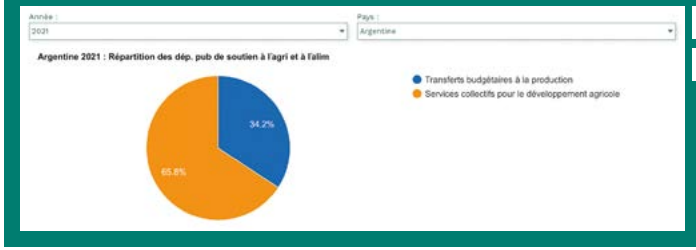
△ Toutes les données sont téléchargeables au format Excel.

→ Cartographie

Étape 1 : Choisir un indicateur | **Étape 2** : Choisir l'unité | **Étape 3** : Choisir une date



→ Composition



Étape 1 : Choisir l'année

Étape 2 : Choisir le pays

→ Comparaison



Étape 1 : Choisir l'année

Étape 2 : Choisir l'indicateur

Étape 3 : Choisir les pays à comparer

Entretien avec Abdoul Fattath Tapsoba

Responsable de projets



Pourquoi avoir créé cet Observatoire ?

Les soutiens publics à l'agriculture engagent des milliards d'euros et conditionnent notre capacité à répondre aux défis alimentaires, économiques et environnementaux. Pourtant, ils restent difficiles à suivre dans le temps, à comparer entre pays et à évaluer.

En rendant les données accessibles et comparables pour 93 pays, l'Observatoire met à disposition une information jusque-là difficilement accessible et d'intérêt général, utile pour éclairer les décisions et le débat public.

Que permettent de comprendre les profils pays ?

Ils permettent d'aller au-delà des chiffres et des comparaisons internationales. Chaque profil replace les soutiens dans leur contexte national pour comprendre leur évolution, leur composition et les grandes orientations de politique agricole du pays.

À quoi souhaitez-vous que l'Observatoire serve concrètement ?

À mieux éclairer le débat et la décision publique. L'enjeu est non seulement de savoir combien les États consacrent à l'agriculture, mais aussi comment ces soutiens sont orientés et à quelles priorités ils répondent, afin de mieux accompagner la transformation des systèmes agricoles et alimentaires face à l'urgence des grands défis économiques, sociaux et environnementaux.

Profils pays

Pour une compréhension plus fine des territoires

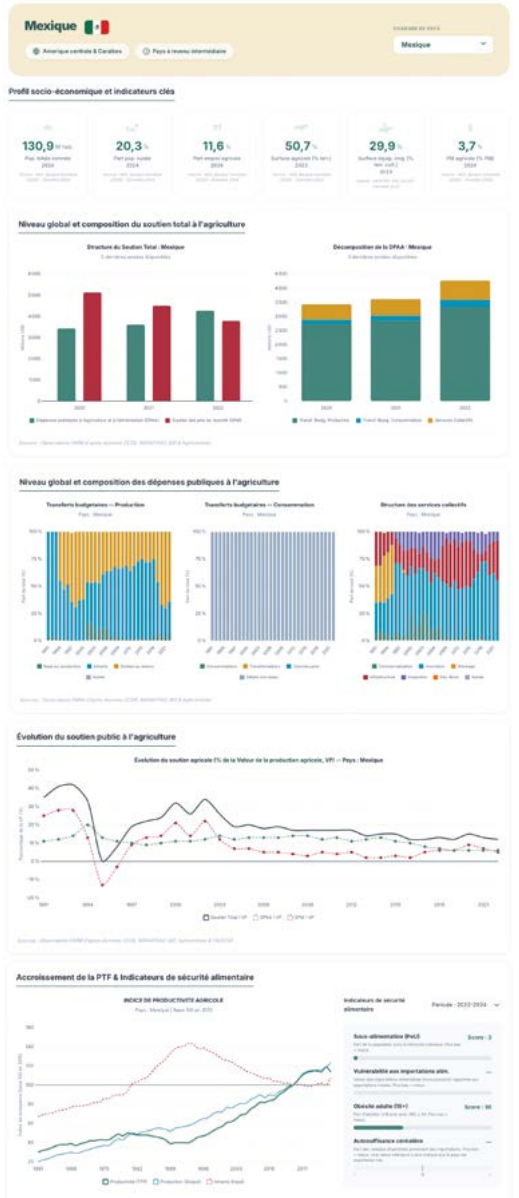
Les Profils pays constituent l'une des avancées les plus récentes de l'Observatoire.

Ils permettent de comprendre rapidement la structure des soutiens agricoles d'un pays donné : niveau de dépenses, composition, tendances, comparaisons avec d'autres pays ou régions.

Chaque Profil relie les indicateurs globaux à des réalités nationales : poids du secteur agricole, évolution du soutien total, place des soutiens aux producteurs, aux consommateurs ou aux services collectifs.

Ces Profils facilitent la préparation d'analyses pays, le cadrage de projets, l'appui au dialogue politique, les comparaisons régionales et les analyses sectorielles.

→ *Exemple avec le "Profil Pays" du* ***Mexique***



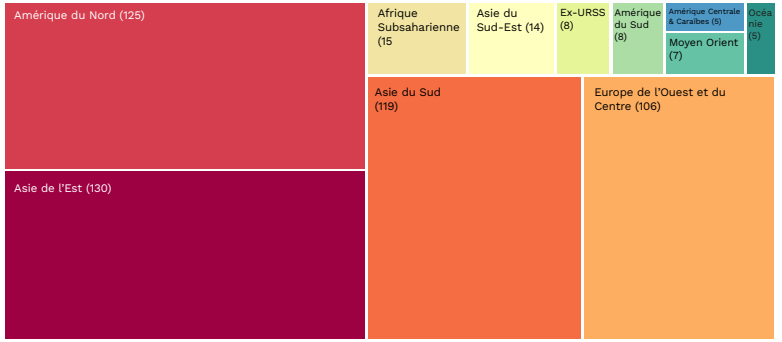
10 enseignements clés révélés par l'Observatoire

1. Plus les pays dépendent de leur agriculture, moins ils la soutiennent

Il existe au niveau mondial de très grands écarts en matière de soutiens publics. Globalement, plus les revenus d'un pays sont élevés, plus il dépense pour soutenir ses agriculteurs. L'Europe et l'Amérique du Nord, premières régions exportatrices mondiales, sont aussi celles qui dépensent le plus.

2. Une concentration des dépenses dans quelques régions

La moyenne des données disponibles sur les 3 dernières années dépasse **542 milliards USD**. Près de **90% de ce montant** se concentre dans 4 grands ensembles : l'Asie de l'Est, l'Amérique du Nord, l'Asie du Sud et l'Europe de l'Ouest et du Centre.



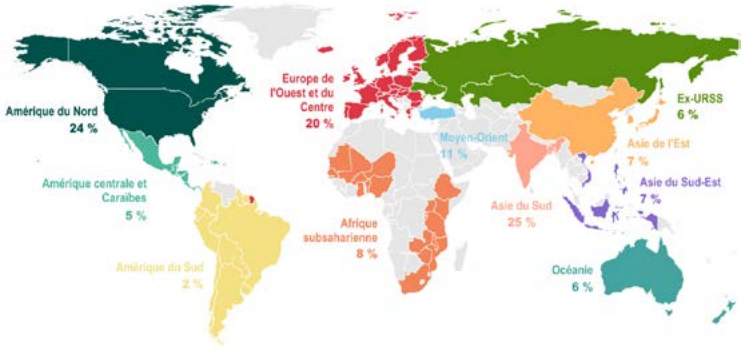
← Plus 542 milliards de dollars de dépenses publiques de soutien à l'agriculture et à l'alimentation *(moyenne sur les 3 dernières années connues)*

Source : calculs FARM à partir des données OCDE, MAFAP, BID

3. L'effort de soutien ne se lit pas seulement en montants absolus

Rapportées à la valeur de la production agricole, les dépenses publiques représentent en moyenne **14 % au niveau mondial**. L'Asie du Sud atteint 25 %, l'Amérique du Nord 24 %, l'Europe de l'Ouest 20 % — contre **8 % en Afrique subsaharienne** et **2 % en Amérique du Sud**.

↓ Dépenses publiques de soutien à l'agriculture et à l'alimentation par région en % de la valeur de la production agricole *(moyenne 3 dernières années connues)*



Source : calculs FARM à partir des données OCDE, MAFAP, BID, FAO.

4. Un grand écart mondial par actif agricole

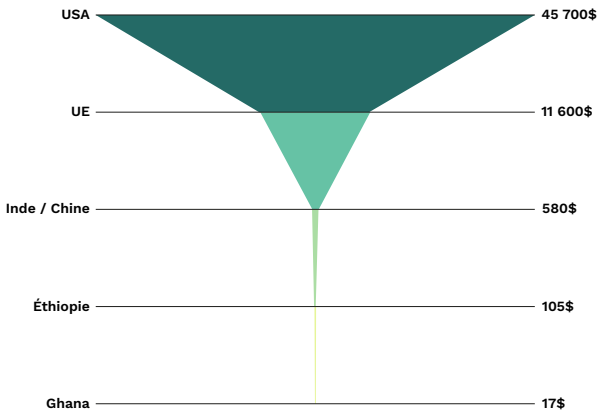
Les dépenses de soutien par actif agricole aux **États-Unis** sont **80 fois supérieures** à celles de l'**Inde** — et **2690 fois** plus importantes qu'au **Ghana**.

5. Un fléchage différencié des dépenses

Certains soutiennent directement les producteurs, d'autres privilégient les consommateurs ou les services collectifs. À l'échelle mondiale, **~60% des dépenses** relèvent de transferts orientés vers la production ou les producteurs.

↓ Dépenses publiques de soutien à l'agriculture et à l'alimentation par actif agricole

(moyenne sur les 3 dernières années connues)



Sources : calculs FARM à partir des données du MAFAP, BID, OCDE, USDA, FAO, OIT

6. Des producteurs 14 fois plus aidés dans les pays riches

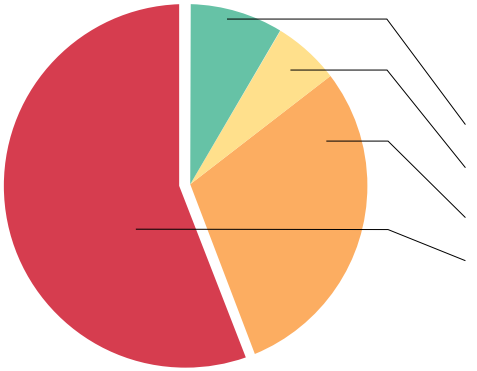
Les transferts budgétaires aux producteurs sont **14 fois plus importants** dans les pays à revenu élevé que dans les pays à faible revenu. L'Afrique subsaharienne arrive très loin derrière, avec un soutien aux producteurs inférieur en moyenne à **1 % de la valeur de la production agricole**.

7. Des consommateurs peu soutenus dans les pays à faible revenu

Les pays à revenu élevé soutiennent davantage la consommation alimentaire (5 % de la valeur de la production). En Amérique du Nord, ce taux atteint 13 %. Dans les pays à faible revenu, ces mécanismes restent très limités.

8. L'Afrique subsaharienne : une configuration particulière

Plus de **86 % des dépenses** agricoles sont consacrées aux services collectifs : 30 % soutiennent directement l'agriculture — infrastructures, vulgarisation, formation, recherche — et 56 % relèvent du développement rural — santé, éducation, infrastructures — qui soutient indirectement le secteur. Les transferts directement orientés vers la production se situent autour de **8 % des dépenses**.



← Afrique subsaharienne : composition des Dépenses publiques de soutien à l'agriculture et à l'alimentation

(moyenne sur les 3 dernières années connues)

Transferts budgétaires à la production **8%**

Transferts budgétaires à la consommation **6%**

Services collectifs directs à l'agriculture **30%**

Services collectifs indirects à l'agriculture (dépenses rurales) **56%**

Source : calculs FARM à partir des données MAFAP.

9. Les soutiens au prix du marché : la partie moins visible des politiques agricoles

Le soutien des prix du marché (SPM) ne correspond pas à un décaissement budgétaire, il estime l'effet des politiques publiques sur les prix agricoles via droits de douane, prix garantis, taxes à l'exportation, etc. L'**Asie de l'Est** est celle qui protège le plus son agriculture (**243 milliards USD**, dont la Chine est le principal moteur). À l'inverse, l'**Asie du Sud** affiche un SPM fortement négatif (**–120 milliards USD**, sous l'effet de l'Inde).

10. Les protéines animales et céréales, produits les plus soutenus

Les viandes porcines, volailles, bovines et ovines, ainsi que **le riz et le maïs** occupent une place centrale dans les soutiens positifs. À l'inverse, **le lait est la filière la plus pénalisée** à l'échelle mondiale. Certaines cultures d'exportation — mangue, huile de palme, banane — font face à des formes de taxation implicite.

↓ Soutiens des prix agricoles en millions (USD)

Moyenne annuelle sur les trois dernières années disponibles, en milliards USD

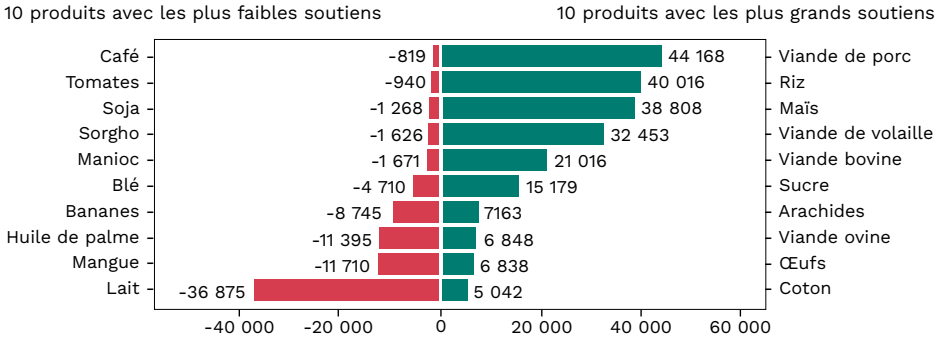




Photo de @Dawid Zawita

Une visibilité croissante dans le débat public

Depuis ses premiers travaux, l'Observatoire a contribué à installer la Fondation FARM comme acteur de référence dans le débat sur les politiques agricoles et les soutiens publics. Ses analyses nourrissent des prises de parole, des publications et des médias autour des enjeux de financement agricole, de souveraineté alimentaire, de commerce et de transitions des systèmes alimentaires.



Une présence dans les médias et les institutions

Cette visibilité s'est construite grâce à des relais dans un large éventail de médias généralistes et spécialisés.

AFP · jeune afrique · Le Monde Afrique · Terre-net · Les Echos · agriDées · THE CONVERSATION

L'expertise de FARM a été mobilisée à travers son Observatoire lors d'interventions dans des espaces institutionnels et régionaux, comme les échanges organisés autour des **20 ans de la politique agricole de l'UEMOA**, ou lors de conférences organisées par le **CATIE** (Costa-Rica), le **CIRAD**, l'**AFD** et l'**Université Mohamed 6 Polytechnique**.

Des alliances stratégiques

En 2025, la Fondation FARM a noué deux alliances stratégiques pour démultiplier l'impact des enseignements issus de L'Observatoire :

AKADEMIYA

Think tank panafricain de recherche sur les politiques agricoles.

ATLAS
Agricultural Transitions Lab for African Solutions

Pour développer une synergie stratégique entre l'analyse mondiale des soutiens publics portée par l'Observatoire et le Baromètre d'ATLAS consacré à l'ensemble des financements agricoles en Afrique, afin de mieux éclairer les besoins, les insuffisances et les leviers de financement des transitions.



Dr Debisi Araba
Directeur général, Akademiya2063

« À un moment où les ressources limitées remodèlent le soutien traditionnel au développement, nous devons repenser la coopération afin de nous assurer d'être prêts et équipés pour répondre aux besoins évolutifs du continent. La préparation nécessite une infrastructure institutionnelle solide, des capacités robustes et des systèmes efficaces, et ce partenariat offre une plateforme concrète pour faire avancer cet agenda»



Photo de @PhotographyCourse

Vous souhaitez vous associer à une démarche d'intérêt général et contribuer à ouvrir des espaces de débat et de décision ?

L'Observatoire s'inscrit dans une logique de coopération. Sa valeur repose sur la qualité des données mobilisées, la rigueur de la méthode et la capacité à construire des passerelles avec les décideurs, les bailleurs, les organisations professionnelles et les réseaux de recherche.

Pour nous rejoindre, contactez :

→ **Virginie Percevaux, directrice mécénat, communication et partenariats à la Fondation FARM**
Email : virginie.percevaux@fondation-farm.org

→ **Abdoul Fattath Tapsoba - Responsable de projets**
Email : abdoul.tapsoba@fondation-farm.org



FARM
Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde
RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE

A propos de la Fondation FARM

La Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde agit pour éclairer les transformations agricoles et alimentaires, en mettant l'expertise, les données et le dialogue au service d'un développement agricole plus durable, plus équitable et plus résilient.

↘ fondation-farm.org

[] L'Observatoire

Comprendre les soutiens publics, c'est aussi mieux préparer les politiques agricoles de demain.

L'Observatoire est accessible en open source :

→ fondation-farm.org/observatoire/accueil/

↘ Mentions légales :
Fondation FARM, 12 Place des États-Unis, 92127 Montrouge cedex
Rédaction : Fondation FARM
Mise en page : L'italique - Studio graphique
Crédits photos : ©freepik / @cookie_studio
Imprimeur labellisé Imprim'Vert / Papier certifié PEFC ou FSC